

IAI0618

**DOCUMENTI**  
**IAI**

**ETAT D'URGENCE : LA SYRIE**  
*by Salam Kawakibi*

Papier présenté au Séminaire de recherche Euromesco sur " Regional Security Challenges"  
*Rome, IAI, 8 Juin 2006*



## ETAT D'URGENCE : LA SYRIE

*By Salam Kawakibi<sup>1</sup>*

### Introduction historique

A l'aube de son indépendance en 1946, la Syrie était pleine d'espoir politique et les gestations d'un Etat nation ont trouvé appui dans une société civile jeune et prometteuse. Malgré l'instabilité politique qu'a connu la Syrie successivement entre 1946 et 1958, cette société civile était très présente dans la création, le renforcement et la protection de cet Etat nation. Elle se traduisait par des associations caritatives, des salons littéraires et des mouvements sociaux toujours parallèles aux mouvements politiques. Ainsi, les partis traditionnels trouvaient leurs germes au sein de ces groupements.

Avec la création de la République Arabe Unie en 1958 et la loi n° 93 qui gère la vie associative en Egypte, fut aussi appliquée à la Syrie. Dès lors, la société civile syrienne est devenue marginalisée et même suspendue. L'état d'urgence, le parti unique et une presse ficelée n'ont laissé aucune chance au développement normal d'une société civile naguère prospère.

L'union avec l'Egypte a été suivie d'une courte période de retour à la vie démocratique entre 1962 et 1963. Le 8 mars 1963 annonce la conquête du pouvoir par le parti Ba'th<sup>2</sup>. L'Etat renforce son contrôle sur la vie associative en 1969. Le Ba'th se donne le droit de dissoudre les associations sans avis préalable. Ainsi, il peut révoquer les membres, jugés indésirables, en se réfugiant derrière l'expression : « pour des considérations nationales ». L'Etat domine toutes les institutions et nationalise les activités économiques et civiles. Il maîtrise le mouvement des masses en contrôlant et dominant les organisations de la société civile et en supprimant les libertés politiques, la liberté d'expression et de l'organisation.

Cependant, il faut souligner la responsabilité, à des degrés différents, d'autres acteurs politiques appartenant à des idéologies distinctes : nationaliste, marxiste et islamiste, dans l'interruption du développement de la société civile en Syrie. Involontairement, ces acteurs ont contribué à ce résultat en adoptant des stratégies basées sur la légitimité révolutionnaire et en privilégiant la démocratie sociale au détriment de la démocratie politique.

Hafez al-Assad élargit, à partir de 1970, l'espace octroyé à la vie associative<sup>3</sup>, ainsi qu'aux activités des unions ou d'ordres représentant des corps de métiers<sup>4</sup>. En revanche,

---

<sup>1</sup> Salam al-Kawakibi is an independent Syrian scholar.

<sup>2</sup> Fondé en 1946.

<sup>3</sup> Profitant de cette euphorie, les associations caritatives ont obtenu un élan qui les a poussé à se développer notamment dans les milieux religieux.

<sup>4</sup> Avocats, médecins, ingénieurs, artisans et les chambres de commerce et d'industrie.

les ouvriers et les paysans restent sous la tutelle et le contrôle étroit du parti. Néanmoins, entre 1974 et 1979, le ton de la presse officielle<sup>5</sup> et notamment dans les domaines de la réflexion intellectuelle est devenu plus « audacieux ».

Fin des années 70, des affrontements militaires opposent le pouvoir aux radicaux du mouvement des Frères Musulmans. Ces événements s'accompagnent d'une protestation pacifique accrue au sein des partis de l'extrême gauche suite à l'intervention militaire syrienne au Liban en 1976. Les ordres des métiers prennent des positions indépendantes réclamant la fin de l'état d'urgence, la libéralisation de l'expression publique et la démocratisation du système politique.

Une répression farouche consolidée par des actions militaires intervient contre les mouvements armés, des arrestations massives dans les milieux de l'opposition et des suppressions des conseils administratifs des ordres de métiers. La période entre 1982<sup>6</sup> et 1991<sup>7</sup> va être marquée par des restrictions dans tous les domaines. Une crise économique due à la suspension des aides des pays pétroliers ainsi qu'un embargo très sévère de la part de la société internationale vient s'ajouter. L'intervention de la Syrie en août 1991 au côté des alliées, pour la libération du Koweït, redonne à l'économie syrienne des moyens pour redémarrer.

### **Bachar au pouvoir, l'illusion d'un espoir**

En 1998, Bachar al-Assad commence à apparaître, après son retour d'un court séjour scientifique à Londres, comme l'héritier de son père. Une de ses premières initiatives est de renforcer l'Association Syrienne d'Informatique, fondée par son frère aîné Bassel<sup>8</sup>. Il soutient ainsi le développement de l'Association des Sciences Economiques. Cette association organise des débats sur l'économie syrienne en particulier et sur la situation géopolitique dans la région en général. Des intellectuels ont exprimé leurs inquiétudes en égard au retard des réformes entreprises. En dépit de ces critiques, les autorités et les services de renseignement ont su faire preuve de tolérance qui n'est pas passé inaperçue. Ces derniers, adoucissent leurs méthodes sans pour autant manquer de vigilance.

1 - « *Printemps de Damas* »<sup>9</sup>:

Avec l'avènement de Bachar Al-Asad à la tête de l'Etat en Syrie le 17 juillet 2000, un grand espoir règne avec l'arrivée de ce jeune et avenant Président. La politique du

<sup>5</sup> Le syndicat des journalistes ainsi que l'Union des écrivains restent une chasse gardée du parti Ba' th malgré tout.

<sup>6</sup> Cette date marque la fin officielle des affrontements militaires avec les forces islamistes et l'application par le pouvoir syrien d'une politique répressive préventive en tirant les conséquences des événements. Cela se traduit par des mesures pharaoniques concernant la liberté d'expression et d'association.

<sup>7</sup> Cette date marque le début d'une libéralisation économique et un timide allègement des mesures politiques répressives.

<sup>8</sup> Mort dans un accident de voiture en 1994.

<sup>9</sup> Ce terme a été utilisé par les acteurs eux-même de l'émergence de la mouvance sociale, par la presse et par certains intellectuels pour désigner l'effervescence au sein de la société syrienne des espoirs pour une démocratisation de la vie politique.

modernisme et du développement, prônée par l'équipe du président, se contente dans sa première étape par une simple libération économique adoptant le modèle de la réforme en Chine. Dans une deuxième étape, après l'échec de cette méthode, la même équipe entreprend une réforme administrative en s'appuyant sur l'expertise des français de l'ENA et du Conseil de l'Etat.

Un programme de réforme économique est proposé par un comité de technocrates et d'économistes proches du pouvoir. Il contribue à l'ajournement d'une réforme politique longtemps attendue. Le programme reconnaît la liaison étroite entre les différents champs de la réforme (économique, administrative, politique). Cependant, il hiérarchise les priorités en soulignant qu'une réforme politique pourra suivre ultérieurement.

Le début de l'été 2000 a été marqué par la publication de la déclaration des « amis de la société civile »<sup>10</sup>. Dans ce document, les signataires demandent la libéralisation de la vie politique et associative. Des critiques ont été rapidement formulées de la part des médias étatiques en accusant les activistes d'espionnage pour le compte des ambassades occidentales.

Des forums de débats ont vu le jour à Damas et dans les autres grandes villes. Le premier en date<sup>11</sup>, « Le forum du dialogue national », était initié par le député et homme d'affaires Ryad Seif<sup>12</sup>. Peu de jours après, une nouvelle déclaration fait son apparition, elle est signée par 99 intellectuels réclamant la libération des détenus politiques, la fin de l'Etat d'urgence et la liberté d'expression. Le forum « Jamâl Atâssî pour le dialogue démocratique »<sup>13</sup> est aussi un autre rassemblement qui a profité de l'ouverture pour s'établir à Damas<sup>14</sup>.

Plus que 600 détenus politiques ont été relâchés le 17 octobre 2000. Des nouveaux titres de la presse privée paraissent comme le journal satirique *al-Dûmârî*<sup>15</sup> et le journal économique *al-Iqtisâdiya*<sup>16</sup>. Dans le même registre, le pouvoir autorise les partis participants au Front National Progressiste de publier et de distribuer leurs journaux.

Cette période a connu aussi la fondation de l'Association syrienne des Droits de l'Homme<sup>17</sup> et la renaissance<sup>18</sup> des Comités de Défense des Droits de l'Homme<sup>19</sup>. Leurs activités sont restées très surveillées mais sans pour autant être interdites<sup>20</sup>.

<sup>10</sup> En février 2001, les comités publient le document fondateur sous le titre : « les comités de la revitalisation de la société civile ».

<sup>11</sup> Le 13 septembre 2000

<sup>12</sup> Député à partir de 1994 jusqu'à son arrestation le 6 septembre 2001.

<sup>13</sup> Fondé le 12 janvier 2001.

<sup>14</sup> Il faut noter l'absence de d'un public jeune dans ces forums.

<sup>15</sup> Autorisé le 22 janvier 2001, il est suspendu une année après.

<sup>16</sup> Autorisé le 22 juin 2001.

<sup>17</sup> Le 26 juillet 2000.

<sup>18</sup> Ces comités ont été fondés en 1988 et ont subi une répression qui a amené leurs dirigeants en prison en 1992.

<sup>19</sup> Début septembre 2000.

<sup>20</sup> La fondation d'une antenne syrienne de l'Organisation Arabe des Droits de l'Homme basée au Caire a été annoncée à Damas le 29 novembre 2003 par le Maître Muhammad Ra'adûn.

## 2 - La « fin » du printemps

Le « contre attaque » s'annonce rude puisque les ennemis de la réforme se sont sentis réellement menacés par l'agitation pacifique de la société civile et par l'écho de ses différentes actions et positions au sein du large public. Ils ont surtout eu peur de la sympathie que le jeune Président et son équipe rapprochée semblaient avoir envers les réclamations légitimes de la société civile syrienne. Cela a engendré à partir du 17 février 2001 une réaction immédiate avec des réunions organisées par le comité régional du parti Ba'ath dans les grandes villes. Ces réunions ont vu des interventions très musclées des principaux leaders de la *Nomenklatura* syrienne. Le vice-Président Zuhîr Machârqa présente un papier devant les membres du parti à Alep, qualifiant les activistes de toutes les épithètes correspondant à un ennemi farouche. En revanche, avec plus d'intelligence politique mais non moins de sévérité, l'autre vice-Président 'Abd al-Halîm Khaddâm<sup>21</sup> réuni les professeurs de l'Université de Damas et attaque violemment le même mouvement. C'est à partir de ces actions harmonisées que le « Printemps de Damas » voit ses jours accourcis et ses ambitions avortées.

Les partisans d'une répression vont trouver un grand appui dans le discours du Président le 18 mars 2001 dans lequel, il impose cinq lignes rouges à toute réforme politique :

1 – **Les intérêts du peuple** et ses objectifs nationaux : sous ce titre, il est possible d'insérer toute crainte de la part des « gardiens des intérêts »<sup>22</sup> et légitimer leur répression.

2 – **Le parti Ba'ath** : cela signifie qu'aucune révision des pratiques de ce parti au pouvoir depuis 1963 est interdite.

3 – **L'unité nationale** : Cela délégitimera toute revendication culturelle ou ethnique (Kurdes).

4 – **L'héritage du Président défunt** : Cela met à l'abri tous les commanditaires et les exécuteurs des politiques économique, sociale et surtout sécuritaire qui ont œuvré autour de l'ancien Président et qui en ont profité pour construire des fortunes colossales.

5 – **Les forces armées.**

Des arrestations commencent à partir du mois d'août avec la traduction en justice du député indépendant Ma'mûn Humsî<sup>23</sup>, du doyen des opposants Ryad al-Turk<sup>24</sup>, du député indépendant Ryad Seif<sup>25</sup>, du professeur 'Arif Dalîla<sup>26</sup> et d'autres<sup>27</sup>.

---

<sup>21</sup> Qui va faire une sécession et partir en exil à Paris en juin 2005 comme nous allons voir plus tard.

<sup>22</sup> Une expression utilisée par le Président dans un entretien avec la chaîne télévisé al-Arabya en septembre 2003 pour désigner les ennemis de la réforme et en réfutant la catégorisation qui différencie entre « vieille garde » et « nouvelle garde ».

<sup>23</sup> Le 9 août 2001.

<sup>24</sup> Le 1 septembre 2001.

<sup>25</sup> Le 6 septembre 2001.

<sup>26</sup> Le 9 septembre 2001.

<sup>27</sup> L'avocat Habîb 'Issa, le médecin kamâl Lubûânî, l'ingénieur Faûâz Tillo, le médecin Walîd Bûnnî, l'homme d'affaire Habîb Sâlih et l'enseignant à la retraite Hassan Sa'dûn.

Les activistes de la société civile émergente ne désarment pas. Malgré les obstacles, ils continuent de tracer leur parcours en s'appuyant sur une crédibilité qui s'élargit de plus en plus. En face, il y a les conservateurs qui sont composés, d'après l'écrivain et activiste 'Abd al-Razâq 'Id par « l'autocratie militaire et la « kleptocratie » *al-lussûqrâatîya* »<sup>28</sup>. De son côté, Ryad Seif constate que la classe gouvernante en Syrie est la plus gâtée dans le monde : « Elle fonctionne sans contrôle de l'opinion publique, sans parlement élu, sans presse libre, sans société civile indépendante et sans vie politique libre »<sup>29</sup>. Dans la même logique, le sociologue Jamâl Bârût classe les générations qui ont gouverné la Syrie sous le Ba'ath en trois catégories : « la génération des fondateurs (avec une idéologie révolutionnaire), la génération des pères et leur pouvoir et finalement, la génération des fils et leur fortune qui cherche à légitimer la logique éternelle de la fortune : interdit d'intervenir »<sup>30</sup>. Les réclamations légitimes et audacieuses des mouvements démocratiques renaissants en Syrie se heurtent à un mur étanche et engendrent des réactions peu clémentes de la part du pouvoir.

## Etat actuel de la scène politique

### 1 - Une jeunesse dépolitisée:

Avec l'arrivée du Ba'ath au pouvoir en 1963, les jeunes syriens ont subi un encadrement sévère et une canalisation très étatisés. Ils ont été incorporés dans des organisations officielles depuis leurs premières années de scolarité. Cette pratique les a empêché de développer leur créativité et de participer, comme auparavant, à la vie sociale et politique de leur pays. Une marginalisation de la politique dans les milieux jeunes est passée par cette attitude, en donnant seulement le droit aux jeunes du parti Ba'ath d'œuvrer dans les lycées et les universités avec tous les avantages qu'ils ont pu obtenir<sup>31</sup>. Dans ce climat et malgré des réformes timides qui ont touché le secteur de la jeunesse, l'implication dans l'espace public des jeunes syriens reste une illusion. Elle se limite donc aux rouages de l'appareil étatique ainsi qu'aux mosquées. Pour la première fois, le contrôle et l'orientation centralisée sont assurés par l'Etat. En revanche, malgré la surveillance bien vaillante des services de renseignement au sein des mosquées et des écoles religieuses, l'activité est dense. Elle est souvent sous un contrôle étroit effectué directement par les autorités ou par le biais des religieux liés aux services. Par ailleurs, un activisme islamiste se développe loin du contrôle et qui est alimenté, entre autre, par la une grande déception des politiques publiques, une corruption instrumentalisée qui frappe tout l'appareil étatique et notamment au sein de l'enseignement, ce qui touche en premier lieu la jeune génération. Ainsi, les jeunes s'orientent vers la religion à cause de leur perte d'espoir dans leur avenir relativement sombre, en partie à cause de la crise économique et de l'incertitude de l'emploi. Les associations ou les organisations laïques ne peuvent pas faire face à cette

<sup>28</sup> Entretien avec l'écrivain à Alep en octobre 2003. Il a cependant utilisé ce terme publiquement et dans plusieurs de ses articles.

<sup>29</sup> Cité par Yâssîn Hâj Sâlih dans un article paru le 23 septembre 2003 dans le quotidien al-Nahâr à Beyrouth.

<sup>30</sup> Entretien avec le sociologue effectué à Alep le 17 juillet 2003.

<sup>31</sup> Les étudiants membres du parti bénéficiaient d'un traitement avantageux dans les universités et les bourses. Des notes supplémentaires sont octroyées sur leur note de baccalauréat aux candidats du parti à l'université.

instrumentalisation de la religion puisqu'elles ne peuvent pas exercer dans un climat de liberté. Le champ est donc propice pour l'action religieuse. Cela aide le pouvoir à brandir la menace de l'islamisme contre toute revendication de démocratisation de la vie politique.

## *2 - L'ambivalence entre le religieux et le politique*

La question de la montée des pratiques religieuses et la « réislamisation » de l'espace privé et de l'espace public refait surface, de plus en plus, ces dernières années au Proche-Orient en général et en Syrie en particulier. Des thèses, découlant d'éminents chercheurs et spécialistes en Occident, ont essayé de montrer il y a quelques années que l'Islam politique est en déclin. Ainsi, ces travaux de recherches, de grande qualité, ont suivi un schéma logique basé sur une analyse sociopolitique de la région, et fondé sur des raisonnements historiques.

Cependant, même avant les attentats de New York le 11 septembre 2001, les pratiques politiques et les mutations socioculturelles dans les pays arabo-musulmans n'ont pas reconforté cette vision des choses. Les événements parvenus suite à ces attentats ont remis les pendules à zéro pour certains, afin de suivre et comprendre ce phénomène sans définition unifiée jusqu'à nos jours.

La question de l'islam et son implication politique en Syrie est redevenue à l'ordre du jour après la chute de Bagdad et l'implication, présumée, des « jihadistes » syriens dans la violence urbaine irakienne.

Le conservatisme syrien est bien ancré dans la tradition du pays comme de la région. Cependant, depuis la création de l'Etat moderne et la fondation d'un système sociopolitique inspiré de l'Occident avec ses diversités idéologiques, la Syrie a connu un mouvement de réforme séculaire et une école d'interprétation qui ont pu influencer une société très marquée par la religion. Depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, des écrits audacieux ont traité la question religieuse sous trois angles : l'interprétation, la manipulation et la récupération. Ensuite, la scène politique a connu la création des partis laïcs et le développement d'une spiritualité « purifiée » indépendamment de la sphère politique. Les années 40 et 50 ont, quant à elles, aussi connu un développement social et culturel loin du champ religieux, sans pour autant le prendre pour une cible.

Cette évolution a permis d'établir une plateforme nationale, qui a rassemblé des laïcs comme des conservateurs tout en étant d'accord sur le principe du partage et de l'acceptation de l'autre tel qu'il est. Puis, et dans les années 60 et 70 les idéologies progressistes et libérales avaient bien marqué la société malgré la nature autoritaire du système politique. Le développement, presque sans tabous religieux, de la production artistique et littéraire de toute sorte durant cette période n'est donc pas étrange à cela. Durant toutes ces années, l'islam politique en Syrie était incarné par les Frères Musulmans qui siégeaient dans les années 50 au parlement démocratiquement élu, phénomène rare, dans l'histoire de la Syrie contemporaine. Des affrontements violents ont mis fin à cette « cohabitation » sur la scène politique syrienne. Entre le début des années 60 et la fin des années 70, cette mouvance politique est devenue l'ennemi juré du

pouvoir du parti Ba'ath. La violence des événements entre le pouvoir et les Frères Musulmans a atteint son paroxysme avec une loi condamnant à mort le seul fait d'adhérer à ce parti. Dès lors, l'épreuve de force a été gagnée avec beaucoup de douleur par le pouvoir, et les sympathisants de la politique islamisée se sont dispersés dans les exils arabes et occidentaux. La scène est donc redevenue, théoriquement, vide de toute tendance qui chercherait à impliquer la religion dans la politique.

Cependant, en s'apercevant de la « défaite » des idéologies nationaliste arabes et marxistes, les « stratèges du palais » ont essayé de dessiner un scénario où la politique peut s'approprier le religieux et le manipuler à son grès. Cette vision, perçue par ses partisans comme étant très « maligne », n'a pas pris en compte les échecs sanglants des tentatives des régimes autoritaires, cherchant à manipuler l'islam en vue de faire face à une éventuelle « révolte rouge » comme ce fut le cas d'Anouar Sadat en Egypte. Dès lors, le pouvoir syrien commence à introduire du vocabulaire religieux dans son discours politique et dans la pratique socioculturelle. Successions de démonstrations prouvent une implication étatique dans la récupération de la religion avec l'aide des anciens Frères « repentis » ou des personnalités nouvellement formés dans le but de s'accaparer de la rue qui penche vers un discours conservateur. La construction des lieux de culte trouve son apogée entre les années 80 et 90 avec des écoles de formations théologiques bien contrôlées.

Les principes de laïcité et de progressisme commencent donc à se mettre en veille avec une ré-islamisation sociale et culturelle, qui se traduit par des indices comme le pourcentage très élevé du port du voile, censure sur les œuvres littéraires et artistiques exercée par l'Etat « laïc », la propagation d'une littérature religieuse qui replie de plus en plus les étagères des bibliothèques, l'islamisation du domaine de l'enseignement supérieur, notamment, dans les sciences humaines et le renvoie assez systématique à des références religieuses de tout phénomène scientifique, social et culturel.

Tout récemment, deux faits révélateurs d'un climat peu certain d'une réappropriation du religieux : l'interdiction de la diffusion d'un livre évoquant l'expérience d'une jeune iranienne obligée par sa famille à porter le voile et la censure d'un film canadien réalisé par une syro-canadienne qui évoque le choix d'une femme syrienne habitant le Canada de vivre sa vie amoureuse sans interdictions et sans limites. Pour le livre, des opposants « islamisés » ont provoqué et soutenu la décision étatique et pour le film, le censeur a évoqué le non respect de « nos valeurs ».

Une politique nouvelle ? Il ne semble pas que c'est une innovation dans la science politique et dans l'histoire des régimes politiques arabes. Cependant, c'est un jeu dangereux notamment quand on aperçoit que les partis religieux comme le Hezbollah et le Hamas font du politique, et que des parti politiques se mettent à faire du religieux. Dans le premier cas, la démarche est jusqu'à maintenant réussie. En revanche, dans le deuxième cas, l'amalgame amène souvent à des impasses.

### 3 - Une diplomatie en crise

Avec l'avènement du parti Ba'ath au pouvoir en Syrie en 1963, la diplomatie syrienne est devenue un organe du même parti en écartant les professionnels de la diplomatie. Ils ont été remplacés par des membres du parti dont leur seul critère est la loyauté au parti. Les postes d'ambassadeurs ont été distribués pour récompenser certains ou au contraire, pour sanctionner d'autres qui peuvent représenter une menace quelconque, notamment parmi les militaires. Ces nominations discrétionnaires, ont rendue l'efficacité des diplomates syriens à l'étranger très aléatoire.

Par ailleurs, la politique étrangère syrienne a connu des périodes de gloire grâce aux conjonctures internationales et régionales, entre la fin de la guerre d'octobre en 1973 et les attentats de New York le 11 septembre 2001. Elle a su jouer plusieurs cartes pour maintenir son poids en tant qu'élément principal sur l'échiquier politique. Dès lors, elle a pu imposer sa mainmise sur le Liban et établir une alliance avec l'Iran sans autant s'opposer aux occidentaux et notamment les Etats-Unis. Son engagement auprès des forces multinationales qui ont libéré le Koweït en 1991, lui a valu des « bons points » dans le registre américain, et ce malgré des apparences trompeuses.

Dans ce cadre, plusieurs dossiers peuvent être mentionnés pour relater la situation actuelle des relations extérieures de la Syrie. Parmi eux, figure celui des relations avec l'Iran comme révélateur d'une nouvelle alliance régionale dont les retombées influencent autant la vie politique intérieure que la position régionale et internationale de la Syrie.

**Les relations entre Téhéran et Damas** ont connu leur apogée durant la première guerre du Golfe lorsque la Syrie s'était tenue aux côtés de l'Iran contre son ennemi juré, le régime de Saddam Hussein en Irak. Si cette alliance lui avait valu l'indignation d'une grande partie des populations arabes et le mécontentement de la majorité de leurs dirigeants, elle s'est avérée politiquement intelligente et a eu des retombées positives sur le régime syrien. Celui-ci a pu en tirer le maximum de bénéfices. Les Iraniens considéraient la Syrie comme un allié et les pays du Golfe la sollicitaient en tant que puissance capable d'influencer Téhéran pour éloigner toute menace pesant sur les pays pétroliers voisins.

La politique syrienne au Liban a été confortée aussi grâce à cette relation étroite à tous les niveaux. De ce fait, Téhéran avait réagi avec beaucoup de « tolérance » et de « compréhension » aux interventions syriennes « musclées » au milieu des années 80 contre certains de ses alliés au Liban.

Durant des décennies, la Syrie a ainsi su manipuler avec habileté l'équilibre entre des alliés antinomiques. Cette politique n'est pas passée inaperçue, en particulier sur la scène libanaise. Le durcissement du régime iranien, avec la fin de l'époque des réformistes et le retour des conservateurs au pouvoir, n'a fait que renforcer les liens entre Téhéran et Damas. En effet, Khatami et son équipe avaient pris une certaine distance par rapport à la politique syrienne régionale et internationale. Ils ont adopté une politique plus ouverte sur l'Occident, privilégiant les intérêts stratégiques de l'Iran, en

abandonnant l'idée fondatrice de la révolution iranienne qui se traduisait par une mission presque « divine » : exporter la révolution dans la région.

**Concernant l'Irak**, il faut préciser que la Syrie maintient des relations étroites avec les « résistants » sunnites représentés par le Comité des ulémas, alors que les Iraniens exercent une influence sur les mouvements chiites, et notamment l'Armée du Mahdi. Ces deux composantes de la scène politique irakienne n'entretiennent pas, entre elles, des relations aussi bonnes que celles qui existent entre leurs « protecteurs » politiques. En se partageant les tâches sur la scène irakienne, Damas et Téhéran renforcent leur impact sur le déroulement des événements en Irak et se servent de ce pays comme d'un atout, à utiliser séparément dans leurs tractations avec la communauté internationale.

**Pour ce qui est du dossier palestinien**, les deux pays se « disputent » le leadership de la résistance radicale, mais la victoire écrasante du Hamas aux dernières élections législatives donnera à Damas et à Téhéran une nouvelle carte qui pourrait être précaire et surtout dangereuse. Khaled Mechaal, chef politique du mouvement radical palestinien, avait déclaré, que « cette victoire enchante la Syrie puisqu'elle lui permet de briser l'isolement dont elle souffre depuis des mois ».

Ce dossier reste donc très lié à l'influence exercée par la Syrie et l'Iran sur les mouvements radicaux basés en Syrie, mais aussi et surtout au Liban. Le désarmement des Palestiniens en dehors des camps de réfugiés représente pour la Syrie un atout dans ses tractations avec les autorités libanaises.

**Depuis l'assassinat de Rafic Hariri**, le 14 février 2005, et le retrait militaire syrien du Liban en avril de la même année, les relations entre la Syrie et le Liban ne cessent de se dégrader. Le Hezbollah apporte à la Syrie un soutien ferme, mais prudent, afin de la maintenir en dehors du banc des accusés. Le parti de Dieu a si bien compris les enjeux locaux et régionaux qu'il ne compte pas se sacrifier sur l'autel des caprices de la diplomatie des uns et des autres. Il saura, si une analyse logique peut se faire, se détacher d'une politique iranienne ou syrienne quand il éprouvera la nécessité d'une libanisation plus affirmée.

Renforcer l'alliance entre le chef d'un État laïc formé en Occident et le président d'une République islamique formé par les mollahs ne semble pas être un choix bien étudié. Il est probable que cette consolidation des relations entre les deux régimes syrien et iranien, sont perçus pour certains comme étant la base d'un axe anti-américain, qui souhaite profiter de l'enlisement de Washington en Irak pour modifier la carte politique de la région. Cet espoir simpliste risque d'envenimer la situation en Syrie, qui a besoin plus que jamais de réaliser des réformes, notamment en matière diplomatique. La diplomatie iranienne a su souvent retrouver ses intérêts sans trop s'attarder sur les principes idéologiques de la révolution. En revanche, sa consœur syrienne accumule les faux pas en ayant recours à de vieilles méthodes dans un monde sans scrupules. Les Iraniens l'ont bien compris, c'est au tour des Syriens de faire un effort.

**Les relations entre la Syrie et le Liban** méritent d'être survolées, afin de comprendre aussi l'influence des agitations libanaises sur la scène politique syrienne.

*« Monsieur le Président de la République, (...) Les pressions extérieures se durcissent et prennent des formes variées. Le peuple syrien ne sait pas à quoi s'attendre. Cependant, maintenir les méthodes et les processus politiques traditionnelles dans la gestion des crises ne sert plus à rien. Il est temps que la Syrie adopte une nouvelle politique (...) ».*

Quelques lignes d'une lettre rédigé par des intellectuels syriens opposants et indépendants adressée à leur Président suite à la résolution 1559 du conseil de sécurité. Celle-ci somme la Syrie de retirer ses forces militaires du Liban. Peu de jours après<sup>32</sup>, Bachar Assad déclare, devant l'assemblée du peuple, le retrait immédiat du Liban, en soulignant timidement les retombés néfastes des erreurs syriens dans la gestion syrienne des affaires libanaises depuis des années.

C'est une page qui se tourne mais le cahier des relations entre les deux pays reste ouvert. Des relations qui ne datent pas d'hier et ne s'arrêteront pas demain. Puisqu'en remontant le temps, nous pouvons s'attardé, entre autre, devant les investissements des banquiers, des entrepreneurs et des industriels syriens depuis les années cinquante. Nous pouvons aussi souligner l'importance du rôle joué par des intellectuels syriens dans la formation de la scène culturelle et journalistique à Beyrouth depuis le début du même siècle. Même si les détails peuvent nous désorienter de notre objectif dans cette réflexion, mais il est fort important de savoir que dans les années 40 et 50, il y a eu deux frères députés : l'un en Syrie et l'autre au Liban et un chef libanais d'état major de l'armée syrienne. Les deux économies sont restées liées officiellement jusqu'en 1956, date où la séparation qui s'est effectué n'a pas éliminé le flux des intérêts et des capitaux. Il y a eu toujours des centaines de milliers de Syriens qui font vivre leur famille en travaillant au Liban dans l'agriculture, le bâtiment et les services. Ainsi, le Liban est resté une base arrière pour tout mouvement politique en Syrie grâce à son système relativement démocratique dans la région.

Le débat en cours au Liban provoqué, surtout, suite à l'assassinat de Rafik Harriri, passionne les syriens et leur restitue la politique. De plus, ces dernières années, il y a eu une émergence d'un groupe d'intellectuels Syriens qui se définissent en tant qu'opposants ou indépendants par rapport au régime politique. Ils s'expriment surtout dans la presse libanaise et sur les chaînes satellitaires arabes afin d'atteindre leurs lecteurs syriens, ainsi que le public libanais intéressé et le reste du monde. Ils rejettent le statu quo qui dominait les relations entre la Syrie et le Liban. Ils ont appelé à plusieurs reprises au retrait des forces syriennes du Liban en sollicitant l'établissement de relations conçues sur l'équité, la transparence et la coopération.

Les intellectuels syriens soutiennent sans ambiguïté la revendication de la grande partie de l'opposition libanaise, qui réclame le retrait syrien pas seulement du territoire libanais effectué en avril 2005 mais aussi de la vie politique libanaise et ses enjeux. Cependant, ils se sentent amères et blessés à l'égard de certaines déclarations qui

---

<sup>32</sup> Début avril 2005.

émanent d'une minorité associée occasionnellement à l'opposition. Cette dernière confonde volontairement entre le pouvoir syrien et le peuple syrien.

En refusant la domination syrienne de la vie politique libanaise, et l'établissement des alliances d'intérêts avec les entrepreneurs libanais au détriment des deux peuples, les intellectuels expriment une volonté de refonder les relations sur les liens positifs : économie, culture et société civile et non pas sur l'hégémonie et l'alliance des intérêts mafieux.

#### 4 – *La question Kurde*

Le nombre des Kurdes en Syrie est estimé à un million et demi d'habitants concentrés dans la ville de Hassaké et sa campagne, Alep et sa campagne et quelques quartiers de Damas. Ils sont considérés comme une partie intégrale du tissu social syrien. Ils ont pu atteindre des positions importantes au sein de l'Etat. Ils ont aussi participé activement à la résistance contre le mandat français (1921-1946).

Le problème national kurde a commencé à être ressenti suite à la succession de politiques non démocratiques inspirées par des idéologies chauvinistes. Ces politiques ignorent les différences, le respect des droits de l'homme et les intérêts des autres ethnies. Dès lors, une fissure est parvenue dans l'unité nationale. Cela a été encouragé avec la montée du sentiment nationaliste chez les kurdes syriens lié aux événements en Irak et en Turquie. Par ailleurs, les conflits régionaux et internationaux ont influencé ce sentiment en engendrant chez certains un climat de doute et de méfiance par rapport aux revendications kurdes.

Le recensement exceptionnel de 1962 a privé plus que 60 mille kurdes de la nationalité syrienne. Ce nombre avoisine aujourd'hui les 250 milles qui n'ont pas les mêmes droits à l'éducation, à la propriété, à la justice, au travail et à la santé ... Ils sont devenus presque des étrangers dans une société où il vivent depuis des siècles. Des villages ont même vu leurs noms arabisés et des paysans kurdes se sont vus expropriés de leurs terrains.

Le pouvoir politique en Syrie porte une responsabilité dans cette situation. Il ignore la spécificité kurde et néglige leurs droits légitimes. Cela se reflète au sein des Kurdes en déception politique et une frustration sociale. L'attitude du pouvoir s'inscrit dans une politique générale qui ignore toute nécessité de réformer et de démocratiser.

En revanche, les intellectuels syriens de l'opposition ont produit une littérature dense exprimant leur solidarité avec les réclamations légitimes de kurdes syriens en ce qui concerne les droits culturels et la reconnaissance identitaire. Cependant, la méfiance gagne leurs rangs aussi en ce qui concerne certaines revendications séparatistes des radicaux kurdes. Le soutien de certains kurdes à l'occupation américaine de l'Irak est très mal perçu chez les défenseurs de la cause kurdes parmi les non kurdes.

## Perspectives

Avec l'ouverture politique timide et étroitement contrôlée en Syrie, le syrien lambda sort d'une période de répression et d'intimidation qui l'ont rendu éloigné de la vie publique. La vie politique en Syrie traverse une période critique car les conjonctures intérieures et extérieures ne laissent pas une large marge de manœuvre pour l'élaborer dans des conditions normales. La culture politique, qui a connu des périodes de gloire dans ce pays, se retrouve à partir des années soixante et durant des décennies dans une veille prolongée : parti unique, médias officiels, société civile paralysée et culture de la peur.

Actuellement, les arrestations et les intimidations se poursuivent dans tout le pays. Les lignes rouges ne sont plus définies et la décision revient aux chefs des différents services de les élargir ou de limiter selon le besoin. Écrivains, journalistes et activistes vivent un moment difficile sans autant baisser les bras. Parmi les membres du parti Ba'ath, existent plusieurs courants, les « **réformateurs** » qui revendiquent la lutte contre la corruption institutionnalisée et la réforme de l'État afin de l'épurer des corrompus. Ainsi, ils réclament une réforme politique limitée qui se borne à un renouvellement dans le milieu des décideurs et des responsables, en choisissant les compétents et les jeunes. Les « **traditionalistes** » de leur côté préfèrent s'appuyer sur la peur de l'instabilité, d'un complot étranger, du danger de l'intégrisme et de l'état de guerre pour confronter toute revendication ou interrogation sur les réformes. Entre les deux courants, des réseaux de communications s'établissent et l'objectif final semble commun : le maintien du statu quo avec le minimum de dégâts.

Le parti Ba'ath, qui préconisait la laïcité, adopte de plus en plus un discours religieux comme nous l'avons constaté plus haut. Plus que 10000 mosquées, des écoles coraniques par centaines et plus que 200 conférences présentées par des religieux dans les centres culturels des grandes villes cette année.

Des sources proches du pouvoir expliquent ce revirement par les pressions internationales exercées à l'encontre de la Syrie. Elles suscitent les solidarités des mouvements islamistes qui ont une certaine crédibilité au sein de l'opinion publique arabe. Le pouvoir essaye par ce rapprochement de provoquer la solidarité de la rue arabo-musulmane afin de renforcer ce qu'il pense être sa position. En revanche, le pouvoir reste ferme par rapport à la fondation d'un parti politique avec des références religieuses.

Mohamad Habach, député et directeur d'un centre de recherche islamiste très proche du pouvoir vient d'intervenir devant les officiers en formation de l'Académie militaire, en préconisant le retour de la religion au sein de l'armée, une chose sévèrement interdite durant les dernières décennies. Pour lui, les derniers événements nécessitent une implication plus manifeste des religieux dans la politique car ils ont une grande influence. Cela est devenu nécessaire à son point de vue, notamment après la victoire de Hamas aux dernières élections législatives en Palestine, la position de Huzbullah et la situation actuelle en Irak. Il conclut en soulignant la nécessité de « tolérer » les activités des religieux dans la sphère politique car nous sommes en positions de confrontation et ils sont très influents !

Durant les dernières années, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont vu le jour, sans pour autant avoir un poids significatif sur la scène de l'action publique. Sans être légalisée mais profitant d'une tolérance précaire, ces organisations ne cessent de se diviser et chaque jour voit la naissance d'une nouvelle organisation qui dénonce ses consœurs dans la plupart du temps. Cela prive ce milieu, qui contient des éléments très motivés, de toute crédibilité au sein de l'observateur ordinaire. Fort de constater que le pouvoir ne se contente pas d'observer mais il fait appel à la manipulation très efficace.

Dans un climat de répression, même atténué, et un manque flagrant de base de culture politique, le mouvement de l'opposition intérieure semble très dispersé malgré les bonnes volontés. Aucune solidarité réelle une coordination timide. Cela ne peut être la faute des opposants même mais il est du à un croisement d'éléments. S'ajoute à cela, le manque d'un projet politique unificateur puisque la déclaration de Damas n'a pas pu collecter qu'un soutien théorique de la part des différentes tendances.

**Plusieurs scénarios peuvent être évoqués pour le future proche de la vie politique syrienne :**

**Le premier**, se traduit par une réforme entreprise par le régime lui-même. Cela semble difficile pour l'avenir même du régime car une réforme réelle et profonde implique des élections libres et transparentes qui aboutissent à l'alternance à la tête du pouvoir. Cette option amènera le régime à faire des sacrifices parmi lesquelles, la dissolution du parti Ba'ath ou le transformer en parti politique parmi d'autres sur la scène syrienne. Une telle démarche conduit aussi à un changement radical au sein de la constitution syrienne qui donne au parti le monopole de la vie politique. En parallèle, la réforme doit être accompagnée par la restructuration des appareils sécuritaires qui dominent actuellement tous les domaines de la vie publique. Elle la transformera sous le contrôle d'un appareil judiciaire indépendant et transparent. C'est une réforme qui imposera la conversion nécessaire d'un Etat totalitaire autoritaire en Etat de droit.

Ce premier scénario ne semble pas être le choix, au moins actuellement, et notamment après le congrès du parti en juin 2005.

**Le deuxième scénario** se concrétise par l'apparition des mouvements dissidents au sein du pouvoir ou au moins, l'apparition des axes réformateurs dans l'appareil du parti qui amèneront à une collaboration étroite avec les oppositions afin d'entreprendre une réforme politique, économique et sociale qui soit profonde et qui privilégie l'intérêt de la nation en s'appuyant sur les principes de l'Etat de droit et de la démocratie. Le dernier coup de théâtre, suite aux déclarations de l'ancien vice-Présidente 'Abd al-Halîm Khaddam le 30 janvier 2005, ne semble pas convainquant. Ce dernier, malgré ses compétences politiques incontestées, ne peut avoir jusqu'à nouvel ordre, aucune crédibilité auprès de l'opinion publique syrienne à cause de son passé funeste, durant 40 ans au pouvoir dans les pires moments de la répression et de la corruption.

**Un dernier scénario** peut être l'imposition de la réforme de l'extérieur, c'est-à-dire par une intervention étrangère directe ou par le biais d'une opposition qui œuvre à l'étranger. La première possibilité ne trouvera aucun écho au sein de l'opinion publique syrienne et plus précisément au sein de l'opposition nationale syrienne. Durant sa lutte pour établir un Etat de droit et la libéralisation de la vie politique, les mouvements de l'opposition qui œuvrent à l'intérieur de la Syrie s'opposent farouchement à toute intervention étrangère. De plus, une pression américaine sur la Syrie n'aboutira pas à atténuer la répression mais au contraire, le régime profitera de cet alibi pour renforcer sa mainmise sécuritaire sur toute la vie publique. En revanche, les partis d'opposition à l'étranger ne cessent de se développer en nombre mais sans aucune base populaire à l'intérieur de la Syrie sauf le mouvement des Frères Musulmans qui vient de s'aligner à Khaddam dans un front baptisé le Front de la Délivrance Nationale à Bruxelles. Ce front n'a pas encore fait parlé de ses actions mais le seul fait d'avoir Khaddam comme associé sème les différends au sein des opposants qui n'arrivent pas à prendre une position claire à son égard.

Dès lors, le seul changement possible proviendra des acteurs locaux et de l'opposition nationale syrienne. La déclaration de Damas a montré la possibilité d'établir un schéma de travail en commun malgré toutes ses lacunes. Dans ce climat, existe une agitation au niveau de la réflexion intellectuelle en ce qui concerne l'avenir de ce pays. Elle peut être enrichissante pour donner une profondeur à tout changement préconisé. Cependant, les moyens d'expressions sont limités et la répression n'est pas timide. Les opposants se rassemblent pacifiquement pour réclamer des droits mais la riposte est souvent musclée. L'espace public est donc très limitée pour eux notamment après la fermeture des forums de débats. La seule échappatoire mais qui ne vise que l'élite politisée, est les articles de réflexion produit par les intellectuels syriens proches des mouvements de l'opposition nationale.